

La crise globale de 2020 : quels diagnostics ?

QU'EN DIT-ON ?

“ La crise sanitaire, c'est à cause de la Chine ! ”

“ La crise de 2020, c'est la nature qui prend sa revanche ! ”

“ Le virus est un fléau envoyé par Dieu pour nous punir ! ”

“ La crise de 2020, c'est un complot : on nous manipule ! ”

Je suis désolé, mais pas deux crises en même temps. Tant que c'est encore la crise, tu ne fais pas ta crise.



L'ÉDITO

Le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ? » se demandait en 1972 le scientifique américain Edward Lorenz. Cette métaphore de l'« effet papillon » s'applique aussi à la crise du COVID-19 : un virus microscopique provoque une crise sanitaire mondiale, puis une crise économique comparable, par ses effets désastreux, à celle de 1929. Quels diagnostics émergent de cette crise de 2020 ?

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

L a crise à la lumière de la Doctrine Sociale de l'Eglise

LE REGARD DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

La Doctrine Sociale de l'Eglise jette sa lumière sur l'actualité de l'humanité à chaque moment de son histoire. La qualité de cette interprétation se fonde sur les principes fondamentaux de la Doctrine Sociale de l'Eglise, à savoir la **primauté de la personne humaine, le bien commun, la solidarité, la subsidiarité et la participation**, et en particulier « *dans leur caractère unitaire, dans leur connexion et dans leur articulation* » (*Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise*, n° 162). C'est en effet leur complémentarité qui donne à ce regard son acuité et qui lui permet de saisir avec justesse les événements de l'histoire, de les interpréter et de les diagnostiquer. Ces principes fondamentaux supposent aussi le respect de la vérité, de la liberté et de la justice, valeurs qui du reste ont été, toutes trois, malmenées durant cette crise de 2020. Un diagnostic juste requiert encore de ne pas perdre de vue les autres grands drames qui faisaient déjà l'actualité de l'humanité : la crise environnementale, le surendettement, les disparités économiques et sociales, les mouvements migratoires. Car loin d'être relativisés par cette crise, ces drames sont pour la plupart exacerbés par elle. Enfin, pour faire un diagnostic juste, il faut éviter de projeter sur les événements des idées préconçues quelles qu'elles soient, en s'attachant seulement aux faits réellement avérés.

D'UNE CRISE SANITAIRE À UNE CRISE GLOBALE

Une crise sanitaire ne commande en elle-même aucune mesure plus qu'une autre, comme l'a montré la grande diversité des réactions selon les pays. La réaction va dépendre en réalité de la préparation ou de l'impréparation de chaque pays à faire face à la crise. Manifestement, en France, la défaillance des politiques publiques de santé a été réelle et les restrictions budgétaires dans ce domaine ne suffisent pas à l'expliquer. En effet, le volume des budgets alloués à la santé n'est en aucune façon corrélé avec les résultats obtenus dans la lutte contre l'épidémie. Par rapport à l'Allemagne et à budget équivalent en proportion, la France offrait en réalité moins de lits d'hôpital, une politique de prévention inexistante (pas de masques, pas de tests) et, en plus, une

rémunération beaucoup plus basse des personnels soignants. Cette impréparation a coûté des vies : trois fois plus de morts en France qu'en Allemagne, avec, pourtant, un confinement beaucoup plus strict. La décision politique de confiner tout le pays a été un gigantesque aveu de faiblesse d'un pouvoir politique pris au dépourvu. Cette décision a désormais de très lourdes conséquences, car elle a provoqué des crises en cascade dans les domaines économique, financier, social, professionnel, scolaire, universitaire, culturel. Même si elle a objectivement contribué à sauver des vies, cette décision n'a pas fini d'en briser pour autant.

LA PRIMAUTÉ DE LA PERSONNE HUMAINE EN QUESTION

La crise de 2020 a cela d'inattendu que le système économique et financier a été en partie sacrifié sur l'autel de la santé. Dans la mesure où, dans ces circonstances, une priorité a été donnée à court terme à la personne humaine, et où cela pouvait servir les personnes les plus âgées et les plus fragiles, c'est une bonne nouvelle en soi, conforme au premier principe

« La décision politique de confiner tout le pays a été un gigantesque aveu de faiblesse d'un pouvoir politique pris au dépourvu. »

de la Doctrine Sociale de l'Eglise, qui est **la primauté de la personne humaine**. Mais dans la réalité il s'avère que la décision politique d'un confinement strict, appliquée sans distinction ni gradualité, a révélé une méconnaissance de ce qu'est à plus long terme la dignité de l'homme et ses vrais besoins. En effet, sans discernement, des populations entières ont été soumises à des restrictions hors du commun de leurs libertés fondamentales au profit de la sécurité sanitaire. En un instant, elles ont été dépouillées de tout ce qui faisait leur vie habituelle : seuls leur restaient reconnus leurs besoins primaires. Cette réduction de leur dignité est lourde de conséquences diverses : privation massive des relations ; personnes âgées pas mortes

du virus mais de solitude et de désespoir, car privées trop longtemps de visite et de présence ; personnes fragilisées dans leur santé physique ou psychique ayant eu le sentiment d'être abandonnées par leurs proches et leurs soignants ; couples éclatés et familles divisées ; enfants et jeunes ayant payé le prix fort car privés d'éducation et de formation pendant de longs mois, si importants pour eux et pour leur avenir ; et tant d'autres situations personnelles dramatiques directement causées par la mesure sans mesure du confinement strict. C'est sans compter les restrictions abusives imposées à la liberté de culte, finalement sanctionnées par le Conseil d'Etat. En conclusion, ce qui aurait pu être une bonne nouvelle, à savoir que la primauté était donnée à la personne humaine, s'est révélée être en fait, sous d'autres aspects, une atteinte profonde à sa dignité.

LA CONTAGION À LA PLACE DE LA SOLIDARITÉ

La solidarité, autre principe de la Doctrine Sociale de l'Eglise, exprime d'abord l'interdépendance fondamentale de toute l'humanité : tous les hommes sont liés entre eux. **La solidarité** exprime aussi la conséquence de ce constat : tout homme doit se sentir responsable de chacun et lui apporter son soutien au nom de cette appartenance commune à l'unique famille humaine. Dans cette crise sanitaire, plus que jamais, ce « tous sont liés » a été expérimenté physiquement, au point de transformer l'épidémie en pandémie. Face à cela et au vu des risques encourus, on aurait pu espérer la mise en place d'une solidarité internationale, organisant les soutiens mutuels nécessaires à une lutte efficace contre la contagion. Rien de tout cela n'est advenu. La Chine, premier foyer de l'épidémie, a géré cette crise à sa manière et dans son coin, en la minimisant le plus longtemps possible. Ce comportement est gravement irresponsable. Beaucoup d'autres pays ont fait cavalier seul. Quant aux institutions censées être des lieux de solidarité entre nations, en particulier l'ONU et l'Union Européenne, elles ont été aux abonnés absents. Le « chacun pour soi » ou le « sauve qui peut » a prévalu : la course aux masques et aux tests a confiné au burlesque. A côté de cela, certains pays, comme Taïwan, le Japon, Singapour, Hongkong, la Corée du Sud, pourtant proches du foyer épidémique, ont su réagir à bon

escient et de manière proportionnée. Leur sens d'une conscience collective a montré là toute sa puissance et son efficacité.

LA SOLIDARITÉ D'EN BAS À LA FAVEUR DE LA COHÉSION

Si **la solidarité** entre pays, pourtant attendue, a fait défaut, sur le terrain, entre les gens, elle s'est manifestée activement, souvent de manière inattendue et exemplaire. Il suffit de penser à tous ceux qui sont restés fidèles au poste, ont redoublé d'efforts et de sacrifices et ont même pris des risques : les personnels soignants, tous ceux qui ont assuré d'une manière ou d'une autre l'approvisionnement de la population, tous ceux qui se sont adaptés pour pouvoir continuer à éduquer, à former, à accompagner. C'est sans compter les bénévoles en grand nombre qui se sont mis spontanément à disposition pour apporter leur aide de mille manières. C'est bien sur **cette solidarité** responsable, qui jaillit d'en bas, qu'une société construit sa cohésion.

LE PROFIT À LA PLACE DU BIEN COMMUN

Dans son origine, cette crise n'a rien à voir avec la finance ni avec l'économie en général. Mais elle met en évidence les fragilités majeures d'une économie excessivement mondialisée dans les domaines de la

« Sur le terrain, entre les gens, la solidarité s'est manifestée activement, souvent de manière inattendue et exemplaire. »

production industrielle et du commerce : concentrations de certaines productions notamment en Chine avec dépendance à son égard quant à des biens de première nécessité, délocalisations, politique des flux tendus et de la non-constitution de stocks. Cela montre que la mondialisation, qui a des bienfaits considérables, tant pour les consommateurs des pays avancés que pour les producteurs des pays en développement, peut aussi être source de dangereuses vulnérabilités. Est-il acceptable que de grands pays avancés se trouvent

aussi caricaturalement dépendants de la production à l'étranger de produits décisifs (masques, tests, produits pharmaceutiques, etc.) dans une crise comme celle-ci, *a fortiori* quand il s'agit de pays totalitaires, qui peuvent se servir de cette dépendance à des fins politiques ? On constate que ce qui préside à ces choix, pourtant stratégiques, n'est pas le critère du **bien commun**,

« A force de vouloir tout faire et tout tenir, l'Etat finit par mal faire ce que lui seul peut et doit faire. »

autre principe fondamental de la Doctrine Sociale de l'Eglise. Ils sont le fruit de calculs politiques et économiques, d'une vision à court terme basée sur le profit et la rentabilité maximale. La perte de vue du **bien commun**, à savoir de l'ensemble des conditions contribuant au bien et à l'épanouissement des peuples et des personnes qui les composent, comme finalité de toute activité économique conduit à privilégier l'opportunisme économique au détriment d'une économie pensée sur le long terme et en vue des consommateurs finaux. Cela interroge sur la pertinence de l'éloignement habituel entre le producteur et le consommateur, aussi en raison des traces néfastes que le fret laisse sur l'environnement, maison commune de toute l'humanité.

UN ÉTAT CENTRALISATEUR À LA PLACE DE LA SUBSIDIARITÉ

Les pays qui ont mis en œuvre le principe de subsidiarité dans leur organisation politique (Suisse, Allemagne, Autriche) ont mieux fait face à la crise que ceux marqués par un principe centralisateur. La France a révélé plus que jamais la faiblesse d'un Etat à la fois tentaculaire, donc dispersé, et centralisateur. A force de vouloir tout faire et tout tenir, l'Etat finit par mal faire ce que lui seul peut et doit faire. Face à la crise sanitaire, tel Goliath face à David, un tel Etat est d'autant plus vite mis à terre qu'il n'est pas capable de discerner là où sont les dangers réels, et qu'il n'est pas assez souple pour pouvoir réagir vite et fort et bien. Il prend alors le risque de décisions décalées, voire brutales, avec des contradictions dans ses options et dans sa communication. On a constaté les dégâts produits sur la confiance de la population par le fait que les gouvernants ont nié, contre toute évidence, l'utilité des

masques et des tests, sans compter que cette décision erronée a empêché une mobilisation des entreprises pour en produire au plus vite. Le bilan des morts s'en est certainement trouvé alourdi. On a constaté aussi qu'un Etat centralisateur, qui plus est, miné par l'idéologie de l'égalitarisme qui tend à faire croire que toutes les situations doivent être traitées sur le même plan et de la même manière, finit par prendre des décisions non ajustées, disproportionnées par rapport aux réalités du terrain, conduisant ces décisions, comme celle du confinement strict de tout le pays, à devenir elles-mêmes causes de nouvelles crises. La Doctrine Sociale de l'Eglise préconise une organisation de la société selon **le principe de subsidiarité**, qui situe le pouvoir de décision au plus près des réalités du terrain. **Ce principe de subsidiarité** peut déclencher une nouvelle manière de penser, de décider et de fonctionner, loin de toutes les décisions « hors-sol » et de toute forme d'autoritarisme bureaucratique.

L'AIDE DE L'ÉTAT : SUBSIDIARITÉ OU ASSISTANAT ?

« L'Etat paiera quoi qu'il en coûte » : cette formule, martelée dès le début de la crise par les plus hauts représentants de l'Etat, peut être comprise positivement comme l'aide que l'Etat se doit légitimement d'apporter à l'économie pour qu'elle puisse faire face au désastre provoqué par le confinement strict. Elle peut aussi être comprise, cette fois négativement, comme entérinant le fait que l'Etat est chargé de régler systématiquement tous les problèmes, en payant : c'est l'assistanat. Cette formule peut avoir alors de très lourdes conséquences politiques. En effet, si elle devient l'antienne de tous les mécontents, elle peut les fédérer et créer de nouveaux conflits sociaux. En réalité, un pays qui n'est pas organisé selon **le principe de subsidiarité** fait, qu'il le veuille ou non, le lit de l'assistanat. Au contraire, lorsque **le principe de subsidiarité** est mis en place, il appelle l'application d'un autre principe de la Doctrine Sociale de l'Eglise, qui est **la participation** de tous et de chacun à l'effort commun.

LA CRÉATION DE MONNAIE ET L'ENDETTEMENT PUBLIC : QUEL AVENIR ?

De plus en plus s'installe l'idée que la création de monnaie et la dette publique sont les solutions à toute crise, en permettant de tout pallier, compenser et sauver. Certes, les mesures prises par les Etats et les banques centrales en vue de soutenir l'économie et les très nombreuses entreprises fragilisées sont une réaction appropriée pour éviter une destruction

massive d'emplois, une grave récession économique et leurs conséquences sociales. Cependant, à moyen terme, que faire de cette dette, qui tend à devenir au bout du compte un risque majeur universel ? Quelles politiques de prévention et de précaution, et sous l'impulsion de qui, pour anticiper une crise systémique qui pourrait être sans précédent ?

Ces politiques doivent tenir compte de quatre principes requis par le **bien commun**. En premier lieu, l'Etat doit gérer de façon responsable les ressources dégagées par l'impôt : les citoyens doivent pouvoir comprendre et approuver l'usage qui est fait de leur impôt. En deuxième lieu, il n'a jamais vocation à s'endetter pour son fonctionnement ordinaire : il doit adapter son action publique à ses moyens financiers, sans recourir

« La crise met en évidence les fragilités d'une économie excessivement mondialisée, dans la production industrielle et le commerce. »

au subterfuge de l'endettement. En troisième lieu, il ne peut pas donner à croire que les dettes sont d'autant plus faciles à contracter qu'elles seront remboursées par les générations futures, voire qu'elles pourraient ne jamais avoir besoin d'être remboursées. En quatrième lieu, l'Etat ne peut pas financer durablement ses déficits publics en recourant à la création de monnaie : il prend le risque de provoquer une très forte inflation, voire de mettre en péril tout le système monétaire et financier. En effet, contrairement à ce que certains pensent, cette dette est réelle, juridiquement exigible, et ne peut pas être transformée en créances perpétuelles, les traités européens l'interdisant explicitement. De plus, ces créances sur l'Etat ne sont pas principalement détenues par les banques, mais par des fonds d'épargne et de pension. Les répudier conduirait à une catastrophe financière, causant la ruine d'un très grand nombre de personnes partout dans le monde. Quant à la monnaie, elle est un **bien commun** qui doit être stable et fiable pour assurer la sécurité et la justice nécessaires à la vie économique et financière. Encore une fois, l'endettement et la création de monnaie peuvent tout à fait se justifier dans une période exceptionnellement difficile, mais jamais devenir une pratique ordinaire à cause des risques collectifs majeurs qui peuvent en

découler. « L'Etat paiera quoi qu'il en coûte » n'en prend pas le chemin, d'autant plus que le pouvoir politique, s'il voulait décider d'assainir sa dette publique, devrait pouvoir compter au préalable sur un large consensus dans la population.

LA DESTRUCTION D'EMPLOIS : PREMIÈRE CONSÉQUENCE SOCIALE DE LA CRISE

L'Etat s'est substitué, pour un temps, aux entreprises marquées par la réduction de l'activité, en prenant en charge le chômage partiel. Au bout du compte, certains retrouvent leur emploi, d'autres le perdent et viennent augmenter les rangs des chômeurs. Sans compter tous les jeunes qui doivent entrer en ce moment sur un marché du travail saturé. Sans compter non plus la conjoncture, déjà difficile avant la crise, où les innovations technologiques paraissent détruire plus d'emplois qu'elles n'en créent. Ce contexte particulièrement sombre pour l'emploi appelle un sursaut immédiat pour sauver les entreprises indépendantes et les commerces, pour relancer ou revitaliser l'appareil productif, notamment industriel, et pour orienter les investissements financiers selon les critères du **bien commun** et de la **solidarité**. Mais cela appelle en même temps la mise en place de **nouvelles formes de solidarité concrètes** pour venir en aide à tous ceux qui restent sur le bord du chemin ou sont encore plus fragilisés qu'avant.

UN SURSAUT PERSONNEL ET COLLECTIF

Cette crise a beaucoup d'autres conséquences plus difficiles à appréhender et à mesurer. Elle a touché chacun d'une manière ou d'une autre et en profondeur, jusque dans son rapport au temps. Elle a révélé à chacun sur qui il peut compter et qui peut réellement compter sur lui. Les liens familiaux, amicaux, de voisinage, de fréquentation, de travail ont révélé des choses insoupçonnées, avec de bonnes surprises et des déceptions inattendues. Les gens se sont rapprochés ou éloignés, mais dans tous les cas la relation à autrui a été mise sous un jour nouveau et son importance est devenue une évidence. Les solidarités ont été un réconfort et une joie, les solitudes une angoisse et une tristesse, jusqu'à la douleur de mourir seul pour beaucoup.

Ces diagnostics, loin d'être exhaustifs, ont cherché à mettre en lumière certains points, qui attendent un renouveau. En cela ils sont déjà porteurs d'espérance. ●

À RETROUVER SUR WWW.PROPERSONA.FR

En bref

QUELS DIAGNOSTICS ÉMERGENT DE LA CRISE GLOBALE DE 2020 ?

Les principes de la Doctrine Sociale de l'Eglise, à savoir la primauté de la personne humaine, le bien commun, la solidarité, la subsidiarité et la participation, permettent de faire un diagnostic de la crise globale de 2020. Ils mettent en lumière les atteintes à la dignité de l'homme, l'impréparation d'un Etat centralisateur et la défaillance de ses politiques de santé, les excès de la mondialisation, le recours facile à l'endettement public et à la création de monnaie, la destruction massive d'emplois, etc., mais aussi de belles attitudes de solidarité et de résilience. Ces diagnostics appellent un sursaut et sont déjà porteurs d'espérance.

À RETROUVER SUR WWW.PROPERSONA.FR



La citation

Saisir ce temps d'épreuve comme un temps de choix, [...] le temps de choisir ce qui importe et ce qui passe, de séparer ce qui est nécessaire de ce qui ne l'est pas. C'est le temps de réorienter la route de la vie, [...] en abandonnant pour un moment notre soif de toute-puissance et de possession, pour faire place à la créativité que seul l'Esprit est capable de susciter. »

PAPE FRANÇOIS, HOMÉLIE À L'OCCASION DU MOMENT EXTRAORDINAIRE DE PRIÈRE, 27 MARS 2020.

POUR ALLER PLUS LOIN

Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise, 2005.

PAPE FRANÇOIS,
Laudato si', 2015.